

Les Banyamulenge demande l'arrestation d'Agathon Rwasa et Pasteur Habimana

Radio Okapi, 2 décembre 2014 Burundi : début des enquêtes sur le massacre de Gatumba La justice burundaise a entamé depuis lundi 1er décembre l'enquête dans l'affaire des tueries de plus de 160 Banyamulenge en 2004 à Gatumba, au Burundi. Me Moïse Nyarugabo, sénateur congolais est l'un des avocats des Banyamulenge. Il s'est rendu à Bujumbura pour défendre en justice cette communauté. Devant le magistrat de la cour d'appel de Bujumbura, il s'est dit étonné que les premières enquêtes soient lancées 10 ans après les faits. Mais il se dit tout de même soulagé. Me Moïse Nyarugabo a aussi demandé au Burundi d'arrêter deux anciens chefs rebelles, dont Agathon Rwasa, qui ont revendiqué l'attaque. « Si aujourd'hui la justice peut commencer à faire un petit pas, nous n'essaie pas de reculer. Pourvu que ça aille loin. S'il est établi qu'ils sont impliqués, il faut les mettre aux arrêts pour empêcher la fuite », a-t-il affirmé. Il a demandé au gouvernement de Kinshasa de saisir la cour pénale internationale pour cette affaire. Une certaine opinion à Bujumbura pense que cette communauté est manipulée par le pouvoir pour disqualifier l'opposant Agathon Rwasa de la course électorale. Cette thèse est totalement rejetée par Byabagabo Nkubana wa Gahuma, le représentant des Banyamulenge. « Ceux qui disent cela sont non ennemis les plus acharnés. En quoi pouvons-nous être manipulés et pourquoi ? Ça fait 10 ans nous n'avons jamais cessé de demander justice. Tous ceux qui pensent que nous sommes manipulés ne sont pas différents de ceux qui nous ont tués », a-t-il ajouté. La semaine dernière, Pasteur Habimana, un des anciens chefs rebelles du mouvement FNL qui a revendiqué l'attaque meurtrière en 2004, avait aussi été convoqué par cette cour pour compléments d'enquêtes, selon le magistrat. Dans la nuit de mercredi à jeudi 14 août 2004, plus de 150 personnes de la communauté Banyamulenge avaient été massacrées dans un site du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Gatumba, au Burundi, non loin de la frontière avec la RDC. Les rebelles du Front national pour la libération (FNL) avaient revendiqué l'attaque.